



GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

MINISTÈRE D'ÉTAT

BULLETIN D'INFORMATION

Service « Information et Presse », 18, rue Aldringer, Luxembourg

N° 4 (5^{me} année)

Luxembourg, le 30 avril 1949

Mémorial (mois d'avril)

Ministère des Finances.

Un arrêté ministériel du 30 mars 1949 règle la vérification des poids, mesures, balances automatiques et appareils mesureurs de liquide pendant l'année 1949.

Une instruction ministérielle du 2 avril 1949 rend disponibles les comptes bloqués ne dépassant pas 20.000 francs.

La loi du 13 avril 1949 ouvre au Gouvernement un crédit provisoire pour le mois de mai 1949 et rend applicables pour la même période les dispositions figurant aux articles 2 à 8 du projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 1949. — Un arrêté grand-ducal du même jour règle l'exécution de cette loi.

La loi du 13 avril 1949 arrête les comptes généraux de l'exercice 1944. — Ces comptes généraux sont reproduits aux pages 277 à 337 du « Mémorial » N° 16 du 20 avril 1949.

*

Ministère des Affaires Etrangères.

La loi du 29 mars 1949 approuve l'Accord de Coopération économique entre le Grand-Duché de

Luxembourg et les Etats-Unis d'Amérique, les Notes Interprétatives y annexées, signés à Luxembourg, le 3 juillet 1948, ainsi que l'échange de Lettres du même jour entre les Gouvernements du Grand-Duché de Luxembourg et des Etats-Unis au sujet du traitement de la Nation la plus favorisée. — Le texte de cet Accord, des Notes Interprétatives et des Lettres échangées est reproduit aux pages 246 à 256 du « Mémorial » N° 15 du 19 avril 1949.

La loi du 29 mars 1949 approuve l'Accord de paiements et de compensations entre les pays européens, avec les Annexes A, B et C faisant partie intégrante de cet Accord, ainsi que le Protocole d'application provisoire de l'Accord de paiements et de compensations entre les pays européens, signés à Paris, le 16 octobre 1948. — Le texte de cet Accord et du Protocole provisoire d'application est reproduit aux pages 340 à 352 du « Mémorial » N° 17 du 25 avril 1949.

La loi du 29 mars 1949 approuve l'Acte final de la seconde session du Comité de Coopération économique européenne, la Convention de Coopération économique européenne, le Protocole additionnel sur la Capacité juridique, les Privilèges et les Immunités de l'Organisation ainsi que le Protocole

SOMMAIRE :

	Page
1) Mémorial (mois d'avril)	143
2) Chambre des Députés (mois d'avril).	144
3) Le Luxembourg signe le Pacte Atlantique	144
4) Demande d'Aide Militaire par les Puissances signataires du Traité de Bruxelles au Gouvernement des Etats-Unis, en date du 5 avril 1949	145
5) Le Luxembourg signe la Convention pour l'établissement d'une Autorité Internationale de la Ruhr.	146
6) Benelux en marche	147
7) Rectification de la Frontière Germano-Luxembourgeoise	148

	Page
8) Un Accord Franco-Luxembourgeois	148
9) Accord culturel entre le Luxembourg et les Pays-Bas	149
10) L'Exposition «Chefs-d'Oeuvre du Musée de Gand» au Musée de l'Etat	150
11) Découvertes archéologiques à Echternach.	151
12) L'Activité de l'Inspection du Travail et des Mines en 1948	153
13) Nouvelles diverses	154
14) Nouvelles diplomatiques	155
15) Nouvelles de la Cour	156
16) Le Mois à Luxembourg	156

Additionnel sur le Régime Financier de l'Organisation, signés à Paris, le 16 avril 1948. — Le texte de l'Acte final, de la Convention, et des Protocoles additionnels est reproduit aux pages 353 à 365 du « Mémorial » N° 17 du 25 avril 1949.

La loi du 29 mars 1949 approuve la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Export-Import Bank de Washington ainsi que l'Annexe à cette Convention, dénommée « Promissory Note », signées à Washington, le 17 novembre 1948.

— Le texte de cette Convention et de l'Annexe est reproduit aux pages 365 à 368 du « Mémorial » N° 17 du 25 avril 1949.

*

Ministère de la Force Armée.

Un arrêté ministériel du 14 avril 1949 réglemente les engagements, rengagements et candidatures de volontaires dans l'Armée.

Chambre des Députés (mois d'avril)

1^{er} avril: 33^e séance publique. — Projet de loi concernant le Budget des Recettes et des Dépenses de l'Etat pour 1949. — Discussion des articles (article 113 bis, articles 543 à 1047). — Articles 1 à 7 bis du Budget des recettes et des dépenses pour ordre. — Renvoi du Budget amendé au Conseil d'Etat.

5 avril: 34^e séance publique. — Projet de loi ayant pour objet: a) d'ouvrir au Gouvernement un crédit provisoire de 278.239.786 francs pour le mois de mai 1949 et b) de rendre applicables pour le mois de mai 1949 les dispositions figurant aux articles 2 à 8 du projet de loi concernant le Budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 1949. — Rapport de la section centrale. — Discussion générale. Lecture et vote des articles. Vote sur l'ensemble par appel nominal avec dispense du second vote constitutionnel.

Projet de loi relatif au règlement des comptes généraux de l'exercice 1944. — N° 180. — Rapport de la section centrale. — Lecture et vote des articles. Vote sur l'ensemble par appel nominal avec dispense du second vote constitutionnel.

Projet de loi relatif au règlement des comptes généraux de l'exercice 1945. — N° 209. — Rapport de la section centrale. — Lecture et vote des articles. Vote sur l'ensemble par appel nominal avec dispense du second vote constitutionnel.

Projet de loi portant approbation des Actes de la Conférence Internationale de la Santé de New-York. — N° 246. — Rapport de la section centrale. — Discussion générale. Lecture et vote

de l'article unique. Vote sur l'ensemble par appel nominal avec dispense du second vote constitutionnel.

Projet de loi ayant pour objet de modifier et de compléter certaines dispositions de l'arrêté grand-ducal du 30 juin 1945, portant création d'un Office National du Travail. — N° 130. — Rapport de la section centrale. — Discussion générale. Lecture et vote des articles. Vote sur l'ensemble par appel nominal avec dispense du second vote constitutionnel.

Projet de loi autorisant la vente d'immeubles appartenant au douaire curial de Consthun. — Rapport de la section centrale. — Discussion générale. Lecture et vote de l'article unique. Vote sur l'ensemble par appel nominal avec dispense du second vote constitutionnel.

Projet de loi portant approbation de deux actes d'échanges d'un jardin et d'un pré appartenant au douaire curial de Grevenmacher. — N° 245. — Rapport de la section centrale. — Lecture et vote de l'article unique. Vote sur l'ensemble par appel nominal avec dispense du second vote constitutionnel.

Projet de loi ayant pour objet de majorer certains droits d'enregistrement et de timbre et de taxes diverses. — N° 193. — Rapport de la section centrale. — Discussion générale. Lecture et vote des articles. Retour au Conseil d'Etat.

5 avril: Réunion d'une section centrale.

12 avril: Réunion de la 1^{re}, de la 2^e et de la 3^e section.

Réunion de quatre sections centrales.

Le Luxembourg signe le Pacte Atlantique

Le 4 avril 1949 a eu lieu dans le grand auditorium du Département d'Etat à Washington la cérémonie solennelle de la signature du Pacte de l'Atlantique Nord.

Au nom du Gouvernement luxembourgeois, M. Joseph Bech, Ministre des Affaires Etrangères, a signé le Pacte dont le texte a été publié dans le

« Bulletin d'Information » N° 3 1949 et a prononcé à cette occasion le discours suivant:

« Groupés autour de la plus puissante démocratie du monde, les Etats signataires du Pacte Atlantique forment la coalition de forces matérielles et morales, à la fois la plus formidable et la plus

sincèrement pacifique que des peuples aient jamais mis en œuvre pour assurer leur sécurité et pour éviter au monde les horreurs de la guerre.

A défaut d'une force coercitive quelconque entre les mains des Nations Unies, le Traité d'assistance et d'aide mutuelle entre les douze pays occidentaux constitue pour eux la garantie la plus efficace possible et indispensable dans un monde où règne la méfiance et divisé par des conceptions politiques et idéologiques radicalement opposées avec tous les risques et dangers que comporte cet état de choses et d'esprit.

Les Nations de l'Ouest n'ont jamais souhaité cette division. Elles ne se soucient pas que d'autres nations aient un régime différent du leur et ne demandent qu'à entretenir avec l'Est des relations normales. Et si, il y a un an, cinq d'entre elles se sont mises sur la défensive en concluant le Pacte de Bruxelles et si aujourd'hui les Etats-Unis et le Canada s'associent, à leur tour, à dix pays européens pour organiser la défense collective et le maintien de la paix, de la sécurité et de la liberté dans la communauté Nord-Atlantique, c'est parce que leurs efforts incessants de trouver des solutions communes avec les pays de l'Est dans des questions importantes se sont heurtés à une intransigeance constante et parce qu'en un mot la politique de conciliation des pays occidentaux n'a pas trouvé d'écho à l'Est.

Ces causes qui ont donné naissance à notre Pacte, en fixent et en limitent le but et la portée.

Le Pacte Atlantique-Nord est le complément logique du Pacte de Bruxelles.

Comme ce dernier il a pour objectif autant d'empêcher la guerre d'éclater en établissant l'équilibre entre les forces en présence que de l'emporter

dans une guerre d'agression qui serait dirigée contre l'un ou contre tous les Etats signataires.

L'Alliance défensive que nous concluons aujourd'hui ne peut naturellement pas établir la véritable paix, qui est plus que l'absence de la guerre, mais à l'instar dans le passé, d'autres Alliances pareilles, elle peut valoir au monde une période salubre de trêve durable. Je suis sûr que c'est là le désir fervent des signataires de ce Pacte qui tous croient à la coexistence pacifique possible des deux régimes et qui la veulent.

Avec l'Aide Marshall à l'Europe, le Pacte Atlantique ouvre l'ère nouvelle de la solidarité la plus étroite entre les pays démocratiques de l'Europe et le monde nouveau.

Rien ne met mieux en évidence cette solidarité inéluctable des destins de nos pays que le fait que les Etats-Unis, rompant avec une tradition deux fois séculaires, concluent en temps de paix une Alliance militaire. C'est là un événement d'une portée historique extraordinaire pour les Etats-Unis et d'une importance extrême pour l'Europe.

Les peuples d'Europe se rendent compte avec une profonde gratitude de ce que signifie la présence à leurs côtés de ce puissant et généreux pays.

Ils approuvent et acclament le Pacte dont ils acceptent les risques réels et les lourdes obligations qu'il leur impose. Ils l'acceptent avec la foi active dans la nécessité et l'efficacité de l'union réalisée.

C'est dans le même esprit qu'avec l'assentiment préalable des neuf-dixièmes des membres du Parlement luxembourgeois j'appose la signature de mon petit pays à côté de celles de tant de nations amies, au bas de l'instrument de paix qu'est le Pacte Atlantique. »

Demande d'Aide Militaire par les Puissances Signataires du Traité de Bruxelles au Gouvernement des Etats-Unis en date du 5 avril 1949

Depuis la signature du Traité de Bruxelles, les Puissances participantes ont étudié un programme de défense commune. Convaincues de la nécessité d'un tel programme, elles estiment que sa conception et son application doivent être fondées sur une entière solidarité entre elles. Elles sont arrivées à la conclusion que l'aide matérielle du Gouvernement des Etats-Unis est essentielle pour rendre effectif un tel programme qui devrait s'inspirer des principes exposés dans les paragraphes suivants :

2° Les principes essentiels seraient l'effort individuel, l'aide mutuelle et l'action commune dans la défense contre l'agresseur armé. L'objectif est la réalisation d'arrangements pour la légitime défense collective entre les Puissances du Traité de Bruxelles, dans le cadre des dispositions de la Charte des Nations Unies. Ce programme serait considéré comme une nouvelle étape dans le déve-

loppement de la sécurité de l'Europe Occidentale, dans l'esprit des déclarations faites par le Président Truman devant le Congrès, le 17 mars 1948, jour de la signature du Traité de Bruxelles. Il serait conforme aux dispositions générales de l'article 3 du Pacte de l'Atlantique Nord et conduirait à demander à chacun d'apporter, en fonction de sa situation et de ses ressources et dans les conditions de meilleure efficacité l'aide mutuelle que l'on peut raisonnablement attendre de lui. Il serait également en accord avec les principes contenus dans la Résolution du Sénat des Etats-Unis du 11 juin 1948.

3° La puissance militaire des pays participants devrait être renforcée sans mettre en danger le redressement économique, ni l'établissement d'une économie viable, qui devraient donc conserver leur priorité.

4° En appliquant ces principes généraux d'un programme de défense commune, les signataires du Traité de Bruxelles soulignent les points suivants :

- a) Les forces armées des pays européens participants devraient être dotées d'une organisation coordonnée, afin qu'en cas d'agression elles puissent opérer selon un plan stratégique commun.
- b) Elles devraient être combinées de manière à atteindre l'efficacité maximum avec une dépense nécessaire minimum en hommes, en argent et en matériel.
- c) Un effort militaire accru, y compris la production des armements, devrait être compatible avec les objectifs économiques et le maintien d'une économie viable.

Tout supplément net de dépenses en monnaies nationales devrait être couvert par des sources de caractère non-inflationniste.

- d) Les arrangements concernant le transfert entre les pays européens participants d'équipements militaires et de matières premières destinées à la production de ces équipements devraient permettre d'effectuer ce transfert, dans toute la mesure du possible, sans considération des questions de change et sans troubler le système des paiements intra-européens.

5° En vue de mettre en œuvre un programme de défense commune sur la base des principes ci-dessus, il est de manière pressante nécessaire d'obtenir l'aide matérielle et financière des Etats-Unis. Les signataires du Traité de Bruxelles seront en conséquence heureux de savoir, si le Gouvernement des Etats-Unis serait disposé à leur fournir cette aide.

6° Au cas où le Gouvernement des Etats-Unis donnerait son agrément à ces principes, un exposé détaillé des besoins spécifiques des signataires du Traité de Bruxelles pour l'année 1949-1950 serait

communiqué aussitôt que possible au Gouvernement américain.

Réponse du Gouvernement des Etats-Unis.

1° Le Gouvernement des Etats-Unis se réfère à l'aide-mémoire en date du 5 avril 1949 des puissances du Traité de Bruxelles, qui demande si les Etats-Unis fourniront aux puissances du Traité de Bruxelles une aide militaire sous forme d'équipement et une aide financière et qui expose les principes d'après lesquels cette demande est présentée.

2° L'exécutif du Gouvernement des Etats-Unis est prêt à recommander au Congrès américain que les Etats-Unis fournissent leur aide militaire aux pays signataires du Traité de Bruxelles afin de les aider à faire face aux besoins en matériel de leur programme de défense. Cette aide serait fournie en application du principe contenu dans le Pacte Atlantique du développement par chacun de ses moyens propres (Self help) et de l'assistance mutuelle, principe d'après lesquels les membres du pacte s'accorderont mutuellement l'aide mutuelle que l'on peut raisonnablement attendre de chaque pays en rapport avec sa situation géographique et ses ressources et sous la forme sous laquelle chacun d'eux peut le plus efficacement fournir cette aide mutuelle.

3° Il sera demandé au Congrès qu'une pareille aide soit fournie aux Puissances de Bruxelles sous la forme d'équipement militaire venant des Etats-Unis, requis par leur programme de défense commune et de quelque assistance financière, que l'effort militaire accru exige de leur part pour un tel programme de défense. Il sera entendu que l'allocation de ce matériel et de cette aide financière sera effectuée d'un commun accord entre les puissances de Bruxelles et les Etats-Unis.

Le Gouvernement des Etats-Unis sera, en conséquence, heureux de recevoir, dès que possible, l'état détaillé des besoins actuels des signataires du Traité de Bruxelles pour l'année 1949-1950 qui est proposé au paragraphe 6 de la demande des Puissances du Traité de Bruxelles.

Le Luxembourg signe la Convention pour l'établissement d'une Autorité Internationale de la Ruhr

En conformité des décisions prises par les Ministres des Affaires Etrangères lors de leur récente réunion à Washington (avril 1949), la Convention pour l'établissement d'une Autorité Internationale de la Ruhr a été signée jeudi, 28 avril, au Ministère des Affaires Etrangères à Londres.

M. Bevin a signé pour le Royaume-Uni, M. Masigli, Ambassadeur de France, pour la France et M. Julius Holmes, Ministre Plénipotentiaire, pour les Etats-Unis. Les Ambassadeurs de Belgique et des Pays-Bas et le Ministre du Luxembourg ont signé pour leurs Gouvernements respectifs.

Conformément aux termes de la Convention qui a été publiée le 29 décembre 1948 (voir « Bulletin

d'Information », 4^e année, n° 12, décembre 1948, page 180 ss.), des réunions des représentants qualifiés seront tenues prochainement pour entreprendre le travail d'organisation et d'établissement de l'Autorité Internationale.

Suivant l'article 3 de l'Accord concernant l'Etablissement de l'Autorité Internationale de la Ruhr, le Grand-Duché de Luxembourg dispose d'une voix dans le Conseil de l'Autorité Internationale de la Ruhr. Le Gouvernement grand-ducal a désigné M. l'Ingénieur Eugène Kugener comme représentant du Grand-Duché dans le Conseil de l'Autorité Internationale de la Ruhr.

Benelux en marche

Au cours du mois d'avril, les premiers résultats tangibles de la Conférence Interministérielle de La Haye du 10 au 13 mars 1949 ont pu être enregistrés. Des mesures ont été prises ou sont entrées en vigueur facilitant et simplifiant aux frontières communes la circulation des personnes tant du point de vue du contrôle des devises que de celui du contrôle des douanes. Les formalités ayant retardé le passage des personnes aux frontières tant sur la route que par rail ont été simplifiées.

En outre, les contacts et réunions entre les milieux professionnels des trois pays deviennent de plus en plus nombreux. Nous en avons relevé surtout ceux qui ont trait au Luxembourg et nous renvoyons également dans cet ordre d'idées à un article suivant du « Bulletin d'Information » qui note la signature de l'Accord Culturel entre le Grand-Duché de Luxembourg et les Pays-Bas.

Les Belges et les Luxembourgeois peuvent entrer aux Pays-Bas avec 75 florins au lieu de 30.

En application de la décision prise durant la dernière conférence Benelux de La Haye, visant à faciliter la circulation des personnes entre les Pays-Bas et l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise, les autorités néerlandaises ont pris un certain nombre de mesures qui sont entrées en vigueur le 4 avril 1949.

Le montant des devises néerlandaises qui pourront être importées aux Pays-Bas et être exportées de ce pays par des habitants de Belgique et du Luxembourg qui sont en possession d'un passeport est porté de 30 à 75 florins.

Quiconque n'a pas son domicile en Hollande, sans égard au pays où il habite, pourra exporter les marchandises d'usage personnel qu'il a achetées ou acquises aux Pays-Bas, si la valeur de ces marchandises ne s'élève pas à plus de 100 florins. L'exportation de biens dont la valeur dépasse cette limite sera autorisée s'il est démontré que les articles ont été achetés avec des florins acquis d'une façon licite.

Une autre facilité consiste dans la franchise d'impôts des marchandises à usage personnel importées de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise, si la valeur de ces articles ne s'élève pas à plus de 25 florins.

Circulation internationale des véhicules automobiles.

Triptyques et carnets de passage en douane valables pour les pays de Benelux

Au cours de la Conférence des Ministres des Gouvernements des pays de Benelux qui s'est tenue à La Haye du 10 au 13 mars 1949, il a été décidé

que les véhicules automobiles importés temporairement par des voyageurs ou transporteurs étrangers pourront circuler sous le couvert d'un même triptyque ou carnet de passage en douane dans tout le territoire de la Belgique, des Pays-Bas et du Grand-Duché de Luxembourg. Les véhicules entrés dans le territoire par l'un des trois pays pourront en sortir par ce même pays ou par l'un des deux autres. L'application de ce régime aura pour effet de simplifier les formalités inhérentes au passage de la frontière belgo-néerlandaise des véhicules appartenant à des personnes établies à l'étranger et réservera de nouvelles facilités au tourisme ainsi qu'aux transports internationaux de marchandises. Les administrations douanières intéressées ont pris les dispositions nécessaires pour que la nouvelle mesure soit mise en vigueur à partir du 16 mai 1949.

Les Réalisations de Benelux dans le cadre des problèmes ferroviaires.

La Commission paritaire chargée d'étudier les problèmes ferroviaires communs dans le cadre de Benelux a été installée officiellement le 26 février 1948 à Bruxelles par les chemins de fer belges, luxembourgeois et néerlandais. Jusqu'ici, cinq réunions ont eu lieu, alternativement à Bruxelles, Luxembourg et Utrecht. Comme symbole de l'idée Benelux, le nouvel indicateur des chemins de fer néerlandais, qui entre en vigueur le 15 mai 1949, contient une carte ferroviaire de Benelux. Comme autre résultat des conversations on peut mentionner qu'à partir du 15 mai prochain Visé deviendra à son tour un poste-frontière commun comme Rosendaal.

Une autre conséquence de la mise en pratique de l'idée Benelux est l'amélioration des communications entre Liège et Maestricht.

En 1950 sera réalisée aux Pays-Bas l'électrification vers Rosendaal. Le voltage en Hollande est de 1500 et en Belgique de 3000. Le règlement est examiné par la Commission.

Réunion d'Ingénieurs de Benelux

A l'initiative de la Fédération des Associations Belges d'Ingénieurs, présidée par M. le Sénateur Pierre de Smet, les délégués des associations d'ingénieurs de Belgique, des Pays-Bas et du Grand-Duché de Luxembourg se sont réunis à Bruxelles, les 1^{er} et 2 avril 1949, pour jeter les bases de relations plus étroites entre ingénieurs au sein de Benelux.

Les séances, présidées par M. Albert de Smaele, ancien Ministre des Affaires Economiques de Belgique — assisté notamment de M. Gustave Salkin, secrétaire général de la FABI —, ont révélé une parfaite communauté de vue entre les associations d'ingénieurs des trois pays.

La délégation néerlandaise se composait de MM. Damme, ancien Ministre, et H. Sangster, secrétaire

général du Koninglyk Institut van Ingenieurs; les ingénieurs luxembourgeois étaient représentés à ces conversations par MM. Félix Bruck et Léon Montfort.

Un déjeuner au Cercle Gaulois, auquel M. Robert Als, Ministre de Luxembourg à Bruxelles, s'était fait représenter par M. Pierre Kremer, Conseiller de Légation, clôtura la série de ces échanges de vue particulièrement fructueux.

L'apport du Grand-Duché de Luxembourg à l'Union Economique Benelux.

M. Carlo Hemmer, Secrétaire général de la Fédération des Industriels luxembourgeois, a fait le 21 avril 1949, à Bruxelles, sur l'invitation du Centre Belge d'Etudes Economiques et Sociales, une conférence sur le sujet: « L'apport du Grand-Duché de Luxembourg à l'Union Economique Benelux. »

Réception de la Presse hollandaise à la Légation de Luxembourg à La Haye.

Le 12 avril 1949, S. Exc. M. Auguste Collart, Ministre de Luxembourg à La Haye, a reçu les

représentants de la presse néerlandaise en l'Hôtel de la Légation de Luxembourg à La Haye.

Devant quarante rédacteurs et journalistes hollandais qui appartenaient aux grands quotidiens tels: « Het Vrije Volk », « Het Parool », « De Volkskrant », « Trouw », « De Maasbode », « De Waarheid », « De Tijd », « Nieuwe Rotterdamse Courant », « Algemeen Handelsblad », ainsi qu'à la presse locale, aux agences de presse et à la presse économique, tels: Groupement Central du Commerce, « Groothandel », « Economische Voorlichting », M. Collart s'est fait l'interprète du souhait du Gouvernement luxembourgeois d'inaugurer des contacts plus étroits entre la presse des Pays-Bas et le Grand-Duché de Luxembourg.

Au cours de la réception, MM. Joseph Petit, Professeur, Chef du Service Information et Presse grand-ducal, et Paul Weber, Secrétaire général de la Chambre de Commerce, ont fait des conférences, le premier sur les aspects historiques, politiques, économiques, culturels et touristiques du Grand-Duché, le second sur les aspects économiques ainsi que sur l'expérience du Grand-Duché dans les unions douanières et économiques.

Rectification de la Frontière Germano-Luxembourgeoise Reprise du « Kammerwald » le 23 avril 1949

Le Gouvernement luxembourgeois a fait part le 12 avril 1949 aux Gouvernements de Grande-Bretagne, de France et des Etats-Unis qu'il remettait provisoirement l'administration de la localité de Roth à une date ultérieure, ceci en raison du retard apporté dans les préparatifs techniques de l'administration de la localité de Roth, qui devait être reprise à la date du 23 avril 1949, et sous la réserve formelle des droits accordés sur Roth selon les accords de Paris.

La reprise du « Kammerwald » par le Gouvernement luxembourgeois a été, par contre, effectuée comme prévu le 23 avril 1949.

De ce fait, le Grand-Duché, après tant d'amputations qui l'ont réduit au quart de sa superficie d'il y a trois siècles, s'est agrandi de 460 hectares. Le « Kammerwald », forêt domaniale de la Prusse d'avant-guerre, faisait partie de la Seigneurie de Vianden qui était, sous l'ancien régime, un fief de la maison régnante d'Orange-Nassau. En 1816, après le Congrès de Vienne et la cession du territoire luxembourgeois situé sur la rive gauche de l'Our

au royaume de Prusse (canton de Bitbourg), le « Kammerwald » fut détaché de Vianden qui restait à peu près sans hinterland.

L'étendue du domaine forestier de l'Etat grand-ducal se trouve maintenant portée de 2.252,94 hectares à 2.712,94 hectares. Le « Kammerwald » est à considérer comme une avance sur les réparations qui nous sont dues par l'Allemagne. A différentes reprises, M. Pierre Dupong, Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, a exprimé le point de vue luxembourgeois disant: « Nous ne chercherons ni un agrandissement territorial ni un accroissement de la population, mais uniquement le paiement de notre créance sur l'Allemagne s'élevant à 26 milliards de francs. »

La valeur du « Kammerwald » est fortement réduite par le fait qu'il masquait une partie importante des redoutables fortifications de la ligne Siegfried et qu'il fut en janvier et février 1945 le théâtre de combats sanglants, pendant lesquels ses beaux peuplements n'ont pas échappé aux mutilations et aux destructions.

Un Accord Franco-Luxembourgeois

La double nationalité n'obligera plus les jeunes gens à accomplir deux fois le service militaire.

Une des difficultés qui résultait du fait de la double nationalité française et luxembourgeoise

vient d'être théoriquement abolie à la suite de l'accord qui a été signé le 30 mars 1949 à Paris par M. Robert Schuman, Ministre Français aux Affaires Etrangères, avant son départ pour Washington, et M. Antoine Funck, Ministre de Luxembourg à Paris.

Désormais, aux termes de cet accord, les jeunes gens qui, par suite des circonstances, possèdent les deux nationalités, n'auront plus à répondre à l'appel de leur classe dans leurs deux patries; il leur suffira de présenter des pièces justifiant qu'ils ont accompli leur service militaire dans l'un des deux pays.

Cet accord qui met fin à un état de choses assez gênant pour un certain nombre d'hommes n'entame

en rien le principe de la double nationalité qui devra un jour être réglé d'une façon particulière. D'autre part il convient de remarquer qu'il ne saurait être mis en vigueur dans l'immédiat; aucun traité ou accord ne peut en effet recevoir son application en France ou au Luxembourg sans la ratification parlementaire.

Accord Culturel entre le Luxembourg et les Pays-Bas

Le 26 avril a été signé un Accord culturel entre le Luxembourg et les Pays-Bas. La signature a eu lieu à La Haye au Ministère des Affaires Etrangères. A côté de Leurs Excellences Messieurs les Ministres STIKKER et COLLART étaient présents à la cérémonie Monsieur le Chef du Cabinet du Ministre de l'Instruction Publique, le Dr H.-J. SCHOELVINCK et Monsieur le Dr C. CROMMELIN, Sous-Directeur du Protocole.

Voici le texte de l'Accord:

Son Altesse Royale Madame la Grande-Duchesse de Luxembourg, d'une part, et

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, d'autre part, Animées d'un égal désir de raffermir et d'intensifier les relations scolaires, scientifiques et artistiques entre les deux pays,

Ont résolu de conclure à cet effet un Accord concernant les relations culturelles et intellectuelles entre les deux pays et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Son Altesse Royale Madame la Grande-Duchesse de Luxembourg:

S. Exc. M. Auguste Collart, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à La Haye;

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas:

S. Exc. M. D. U. Stikker, Son Ministre des Affaires Etrangères;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

ARTICLE 1^{er}.

Le présent Accord a pour but de favoriser par tous les moyens la collaboration des deux pays dans les domaines de l'éducation, de la science et de la culture et d'établir un échange permanent de personnes, de matériel et de documentation dans ces domaines.

ARTICLE 2.

Afin de résoudre les questions que posera la mise en application du présent Accord, il sera constitué une Commission mixte. Elle se composera de six membres; chacune des Parties Contractantes sera représentée par trois membres. La composition et le fonctionnement de la Commission seront régis par les principes suivants:

1^o Les membres de la Commission seront nommés pour les Pays-Bas par le Ministre

de l'Instruction, des Arts et Sciences; pour le Luxembourg par le Ministre de l'Education Nationale, des Arts et des Sciences. La liste des membres de chaque Partie Contractante sera transmise pour approbation au Gouvernement de l'autre Partie, par la voie diplomatique.

2^o La Commission mixte se réunira en séance plénière chaque fois que la nécessité s'en fera sentir et au moins une fois par an, alternativement au Luxembourg et aux Pays-Bas. Les réunions seront présidées par le Ministre compétent du pays, siège de la réunion, ou son délégué.

3^o Si des questions d'ordre technique doivent être abordées, la Commission mixte pourra procéder à la création de sous-comités composés de membres choisis dans ou en dehors de son sein, chaque pays y étant représenté par un nombre égal de membres. Le lieu de la réunion et la présidence de ces sous-comités seront déterminés suivant les principes repris à l'article 2 ci-dessus, la présidence pouvant cependant être assumée par une personnalité à désigner par le Ministre du pays, siège de la réunion.

ARTICLE 3.

Après ratification de l'Accord, les réglementations qui en résultent seront publiées telles qu'elles ont été arrêtées par la Commission mixte par un Acte officiel qui sera joint en annexe au présent Accord. Ces réglementations ainsi que toutes les modifications ou additions aux dites réglementations se feront sur la proposition de la Commission mixte et après approbation par les Gouvernements des deux pays.

ARTICLE 4.

Les deux Parties Contractantes favoriseront l'échange de professeurs des divers ordres d'en-

seignement représentés dans les deux pays ainsi que de membres d'institutions scientifiques. Les Ministres des deux pays détermineront les modalités de cet échange. Il pourra être procédé, dans des conditions similaires, à un échange d'élèves des divers établissements d'enseignement dans les deux pays.

ARTICLE 5.

La Commission mixte étudiera la possibilité d'établir des équivalences entre les diplômes et grades des deux pays. Toutefois, l'équivalence des diplômes et grades n'entraînera pas de modification des conditions fixées par les lois et règlements pour l'exercice des professions dans l'un ou l'autre pays.

ARTICLE 6.

Chaque Partie Contractante déclare vouloir favoriser la collation de bourses pour permettre aux étudiants et savants de poursuivre leurs études ou recherches dans le pays co-contractant. La Commission mixte pourra faire des propositions aux Gouvernements intéressés pour ce qui concerne le nombre de ces bourses et toute réglementation pratique ultérieure.

ARTICLE 7.

Chaque Partie Contractante encouragera la participation des personnes visées à l'article 4 aux cours de vacances organisés dans l'autre pays ainsi que l'organisation dans l'un ou l'autre pays de visites en groupe du personnel scientifique et enseignant, d'élèves et d'amateurs d'art. Les deux pays s'appliqueront spécialement à favoriser le tourisme des jeunes gens et la collaboration entre les organisations de jeunesse des deux pays.

ARTICLE 8.

Les deux Parties Contractantes procéderont à un échange d'informations et de documentation concernant la vie intellectuelle. Elles favoriseront le

contact et la coopération des associations d'ordre culturel des deux pays.

ARTICLE 9.

Elles intensifieront également l'échange culturel et intellectuel entre les deux pays par l'organisation de concerts, de représentations dramatiques, de conférences, d'expositions artistiques et scientifiques, par la diffusion de livres et de périodiques, par le film et la radio.

ARTICLE 10.

Les Parties Contractantes se consulteront en vue de la préservation et du développement de leurs intérêts culturels communs à l'étranger.

ARTICLE 11.

Le présent Accord sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés à La Haye dans le plus bref délai possible.

L'Accord entrera en vigueur à la date de l'échange des instruments de ratification.

ARTICLE 12.

Le présent Accord restera en vigueur pour cinq ans à partir de la date à laquelle il entre en vigueur.

Dans le cas où aucune des Parties Contractantes n'aura notifié, six mois avant l'expiration des dites cinq années, son intention d'y mettre fin, le présent Accord continuera à être obligatoire pendant un an à partir du jour où l'une ou l'autre des Parties Contractantes l'aura dénoncé.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Accord et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire, en langue française et en langue néerlandaise, les deux textes faisant également foi, à La Haye, le 26 avril 1949.

s. COLLART.

s. STIKKER.

L'Exposition «Chefs-d'Œuvre du Musée de Gand» au Musée de l'État

Au Musée de l'État, dans le cadre de l'accord culturel belgo-luxembourgeois, s'est ouverte une importante exposition de tableaux et de sculptures appartenant au Musée des Beaux-Arts de Gand. L'exposition réunit une quarantaine de chefs-d'œuvre qui ont pour auteurs des artistes catalans, flamands, français, hollandais, italiens et anglais des 15^e, 16^e, 17^e, 18^e et 19^e siècles. Signalons des noms comme Jérôme Bosch, Jordaens, Rubens, Frans Hals, Nicolas Maes, Hogarth, Raeburn, Philippe de Champaigne, Géricault, Corot, Daubigny et van de Velde.

Au vernissage de l'exposition qui eut lieu le 9 avril dernier assistèrent du côté belge MM. Chris-

tophe, Directeur Général des Beaux-Arts, Langui, Conseiller aux Beaux-Arts, Verelst, Echevin des Beaux-Arts de Gand, Eckhout, Conservateur du Musée des Beaux-Arts de Gand; du côté luxembourgeois M. Pierre Frieden, Ministre de l'Éducation Nationale, les représentants de la Chambre des Députés, de la Municipalité, les membres du corps diplomatique accrédité à Luxembourg et des personnalités de la vie culturelle.

M. Christophe, représentant M. le Ministre de l'Instruction publique de Belgique, prononça le discours d'inauguration.

Il compara la ville de Luxembourg à une précieuse œuvre d'art; Luxembourg est pour lui plus

qu'une forteresse démantelée, réservant au regard de nombreuses perspectives qui peuvent enthousiasmer et inspirer des artistes, comme c'était le cas pour J. Kutter, par exemple.

M. Christophe passa ensuite rapidement en revue les 40 œuvres d'art où il releva : « Saint Jérôme » (Jérôme Bosch), « La Chasse d'Atalante » (esquisse de P. Rubens), « Portrait » (Frans Hals), « Portrait » (W. Hogarth), « Carrière à Fontainebleau » (Corot), « Le Fou assassin » (Géricault). Toutes ces œuvres ont leur secret qui veut être recherché, car toute œuvre d'art est à la fois confidentielle et universelle, et plus elle est confidentielle, plus elle est universelle.

L'orateur remercia la ville de Luxembourg pour son hospitalité magnifique. Le public luxembourgeois pourra jouir des 40 ambassadeurs de la Belgique, destinés à renforcer les liens de fidélité et à aider les deux pays dans leurs aspirations communes.

M. Verelst, échevin des Beaux-Arts de la ville de Gand, n'a pas la prétention d'ajouter un discours à l'exposé de l'orateur précédent. Il se contente

d'affirmer que les chefs-d'œuvre exposés sont un message d'amitié très sincère de la ville de Gand au Luxembourg qui est pour lui une évocation de joie, de beauté, de cordialité et de séduction. M. Verelst déclare ensuite que lors d'un « vernissage privé » entrepris par lui un peu auparavant, les œuvres exposées lui avaient paru bien mises en valeur par leur placement heureux, puis il demanda à M. le Ministre Pierre Frieden de bien vouloir déclarer l'exposition ouverte.

L'allocution de M. le Ministre Pierre Frieden débuta par la constatation que depuis quelques années défilent à Luxembourg les chefs-d'œuvre de différents pays. La présente exposition est une des premières prises de conscience des relations culturelles belgo-luxembourgeoises. La Belgique n'est pas seulement un partenaire économique, mais elle est toujours comme par le passé un partenaire dans le domaine artistique et spirituel. Les accords culturels visent à rapprocher les peuples, l'exposition des chefs-d'œuvre du Musée de Gand est un appel au voyage, voire au pèlerinage à Gand, adressé à la population luxembourgeoise.

Découvertes archéologiques à Echternach

Le « Bulletin d'Information » avait eu l'occasion, au cours de l'année 1948 (voir « Bulletin d'Information » N° 11, novembre 1948, page 175), de relater les importantes découvertes archéologiques qui furent faites sur le site de la Basilique d'Echternach au moment où les travaux de reconstruction de la Basilique furent entrepris. Depuis lors la campagne de fouilles a été continuée par le Service des fouilles du Musée d'Histoire. Monsieur J. Dumont nous communique dans l'article qui suit la description de cette campagne et les résultats obtenus.

A Echternach, de la mi-janvier à la mi-avril, la campagne de fouilles entreprise depuis octobre dernier par le Musée de l'Etat a permis de réaliser des résultats importants. La nef de la Basilique a pu être attaquée. Ceci a permis de mettre au jour, par des investigations méthodiques, les fondements et, en plusieurs endroits, des restes importants de murs pourvus encore de leur crépi, et de vestiges appartenant à un monument dans lequel il faut voir sans doute l'église où saint Willibrord a officié et qui, suivant son désir, a abrité son corps. Un peu différemment, mais mieux « orientée » que la Basilique actuelle, elle ne semble avoir comporté, primitivement du moins, qu'une seule nef mesurant, dans œuvre, 15,20 m. sur 7,60 m. Elle est munie d'un chœur à chevet plat d'environ 6 m sur 5,40 m. Le mur terminal, mis au jour en 1938 lors de la construction de la nouvelle confession, a été détruit à cette époque, mais le dessin qui en a été conservé permet de le relier, sans doute possible, au système de murs qui vient d'être découvert. Comme disposition et dimensions la nef et le chœur correspondent assez exactement à l'église mérovingienne de Saint-Pavin-des-Champs, au Mans, démolie en 1901 et qui avait aussi, primitivement, un chœur à chevet droit.

Le chœur, auquel on accède par deux marches, semble avoir été séparé de la nef par un *chancel*. Deux grosses pierres à rainures et à excavations, utilisées successivement sur les deux faces et deux grandes bases profilées, d'origine probablement gallo-romaine, portant encore partiellement des traces d'enduit, servaient sans doute à le fixer.

Primitivement et peut-être en conformité avec une prescription rapportée p. ex. par le pénitentiel de Théodore de Canterbury († 690), le chœur lui-même ne semble pas avoir comporté de marche. Plus tard, une marche s'étendant sur toute sa largeur y fut pratiquée et marqua ainsi la limite entre le *presbyterium* et le *sanctuaire*, maintenant exhaussé. L'autel, dépourvu de marches, dont les deux piliers (*stipites*) en maçonnerie, recouverts d'un gros enduit, se sont partiellement conservés, ne semble pas avoir été modifié à cette occasion. Il en est de même d'un caveau pratiqué dans les fondements à l'Est de l'autel et qui marque peut-être l'endroit où suivant le vœu exprimé par son « testament », Saint Willibrord avait été enseveli après sa mort.

Une autre phase des modifications apportées au chœur est marquée par l'installation d'un *chancel* au départ et à l'ouest des deux piliers d'autel. On

ne peut songer à un chancel d'autel. D'après sa disposition, ses dimensions et les analogies gauloises rapportées par Grégoire de Tours, ce chancel avait sans doute la destination d'entourer un tombeau ou un sarcophage. Certains indices semblent indiquer qu'il ne faisait que partie d'un monument funéraire plus important. De nombreux fragments de marbre trouvés à proximité en proviennent probablement. Les chroniques du haut moyen âge font souvent mention de monuments de ce genre adossés à des autels et recouvrant un sarcophage ou un tombeau (*memoria, arca, tumba*). Ils semblent avoir leur origine en Gaule où ils sont mentionnés dès le VII^e siècle. Mais, pour autant que nous le sachions, les vestiges archéologiques d'aucun de ces monuments anciens n'ont été retrouvés à ce jour. L'autel bien connu de la crypte de Saint-Mathieu à Trèves ne date que de la fin du moyen âge. Comme les autels de Saint-Seurin à Bordeaux ou de Saint-Junien à Saint-Junien, qui datent de l'époque romane, il est adossé à des sarcophages qui cependant ne sont ni surmontés ni enveloppés par aucun monument. Cette constatation fait ressortir l'importance archéologique considérable de la découverte d'Echternach, sans parler de la vénérabilité d'un sanctuaire consacré par la présence de la grande figure de Saint Willibrord et qui constitue le plus ancien centre de civilisation chrétienne du pays.

Il faut cependant remarquer qu'en général les monuments funéraires du même type dont parlent les chroniques de l'époque, semblent être situés dans la partie orientale du chœur, derrière l'autel. Celui d'Echternach, au contraire, était placé entre le maître-autel et la partie occidentale du chœur, le *presbyterium*, sur lequel il émergeait, ce qui implique la position *versus ad populum* de l'officiant. Le seul exemple gaulois connu par les chroniques, qui, par sa position, semble se rapprocher du type d'Echternach, est peut-être le monument de saint Denis érigé par saint Eloi († 659) à Saint-Denis.

La présence simultanée, près de l'autel, d'un caveau et d'un monument funéraire, celui-ci archéologiquement postérieur, fait songer à une *translation* ou *élévation* du corps, analogue à celles, nombreuses, dont parlent les chroniques de l'époque carolingienne. Rappelons à ce propos la note marginale du manuscrit d'Echternach du martyrologe hiéronymien, écrite par une main du VIII^e siècle et mentionnant, à la date du 10 novembre, une translation du corps de Saint Willibrord.

Si le fondateur d'Echternach a réellement reposé dans le caveau, il ressort d'analogies fournies par d'autres sépultures souterraines de saints de la même époque, qu'un premier monument funéraire, plus simple probablement que celui dont nous avons retrouvé les restes, a peut-être déjà désigné le tombeau de l'abbé, à l'Est de l'autel. Malheureusement, si un tel monument a jamais existé, la destruction à peu près complète de cette partie du chœur, due à des interventions successives des derniers siècles, en a enlevé tous les vestiges. Quoiqu'il en soit, tant que la sépulture coïncidait avec le caveau, le prêtre

officiait sans doute devant l'autel, face à l'Orient et ce n'est qu'à la suite de la position différente assignée au sarcophage surmonté du nouveau monument, devant l'autel, que celle de l'officiant s'est trouvée modifiée à son tour.

La phase suivante dans l'évolution du chœur, déconcertante, donne une image de destruction. Si quelques piliers et un panneau du monument sont encore en place, d'autres piliers, dont il ne reste que des tronçons, ont été détruits, leurs panneaux arrachés ou enlevés. Un pilier, renversé, est resté dans cette position. Des fragments de marbre jonchent le sol.

Enfin, dans une dernière phase, le tout a été recouvert tel quel, à un niveau un peu supérieur au niveau précédent, d'un pavement en béton et d'un enduit cachant, en tout ou en partie, les sculptures restantes du chancel. Un petit bout de mur, en mauvaise maçonnerie, suivant d'abord le tracé du côté sud de l'ancien chancel, puis s'écartant à angle droit sur une profondeur de 50 cm. pour reprendre ensuite une direction à peu près parallèle à l'ancienne, borde l'endroit où le sarcophage a peut-être été replacé. Période de décadence? Peut-être.

Dans la partie nord du chœur, non loin du chancel qui le sépare de la nef, on aperçoit les restes d'un autre monument qui, d'après M. Jacques Breuer, pourrait avoir été un ambon. Le monument semble avoir été détruit, au siècle passé, lors de la construction d'un four de poterie. Dans la partie sud du chœur, d'autres parties ont été détruites, probablement vers 1863, pendant la reconstruction de la Basilique, comme semblent l'indiquer un grand trou de sondage descendant jusqu'en dessous des fondements et dont des colifichets de faïence sont les fossiles conducteurs, ainsi que les fondations de renfort et autres travaux de consolidation entrepris à la même époque. Une partie de l'autel et notamment le *stipes* sud ont été fortement endommagés de l'installation d'un canal et d'une bouche de chauffage, en 1904. Enfin, à l'Est de l'autel, la majeure partie du caveau et les parties correspondantes du chœur semblent avoir disparu lors de la construction de la *confession* en 1938.

Un grand nombre de fragments sculptés en pierre calcaire à polypiers provenant surtout de chancels ont été trouvés çà et là dans les décombres. Les motifs ornementaux se composent principalement d'entrelacs et de méandres divers. Leur classement dans une chronologie encore flottante et leur restitution éventuelle restent à faire. Ils semblent appartenir, en général, à l'époque carolingienne.

Les fouilles ont été poursuivies dans le bas-côté sud et aux abords du site où un beau sarcophage a été mis au jour au Sud du transept. Un autre sarcophage, d'époque gallo-romaine, vient d'être découvert sous le bas-côté sud de la Basilique actuelle où la mise au jour d'un ancien système de murs semble indiquer l'amorce d'un bas-côté ou d'une chapelle ajoutée postérieurement, semble-t-il, à l'église de Saint Willibrord.

Cependant, la reprise intensive des travaux de reconstruction exige la remise de la suite des fouilles à la mauvaise saison.

Pendant la durée des travaux, les services de l'Architecte de l'Etat-Directeur, ceux de l'Entrepreneur à la reconstruction, la Municipalité d'Echternach se sont donnés toutes les peines pour faci-

liter les recherches du service des fouilles. Les ouvriers employés ont accompli leur tâche avec zèle et entendement.

Le clergé d'Echternach s'est vivement intéressé à la marche des fouilles et à leurs résultats dans lesquels il voit une contribution importante à l'histoire religieuse de la localité et du pays.

L'activité de l'Inspection du Travail et des Mines en 1948

Dans le courant du mois de mars, l'Inspection du Travail et des Mines a publié son rapport annuel de 1948.

La majeure partie de ce fascicule, fort de 84 pages, relate les attributions du Service qui sont basées sur l'arrêté grand-ducal du 26 mars 1945, concernant la réorganisation de l'Inspection du Travail et de l'Administration des Mines. D'après l'article 3 de l'arrêté précité, l'Inspection du Travail et des Mines doit assurer par un contrôle soutenu et efficace l'observation et l'application des dispositions légales et réglementaires se rapportant aux conditions de travail et de protection des ouvriers dans l'exercice de leur profession, à savoir: la durée du travail et les heures supplémentaires de travail, le repos hebdomadaire, les congés payés et les jours fériés légaux payés, le travail de nuit, le travail des femmes et des enfants, l'hygiène et la sécurité dans les entreprises, les établissements réputés dangereux, insalubres ou incommodes, le travail et la surveillance des apprentis, le louage de service des employés privés, les délégations ouvrières, les maladies professionnelles et la médecine du travail.

C'est ainsi qu'en 1948 les agents de l'Inspection du Travail et des Mines ont procédé à des visites de contrôle d'établissements qui ont atteint un effectif de 4.282 visites effectuées. Les visites et interventions spéciales, survenues à la suite d'instructions de réclamations écrites ou verbales, d'enquêtes d'accidents, de tentatives de conciliation et d'interventions dans les conflits de travail, d'enquêtes de commodo et incommodo, de renseignements demandés par les ouvriers ou les chefs d'entreprises, s'élevaient à 1657.

En 1948, les agents-contrôleurs de l'Inspection du Travail et des Mines relevèrent 2026 infractions aux dispositions des lois et règlements du travail en vigueur qui donnèrent lieu à des observations et premiers avertissements, à des avertissements par écrit ou à des procès-verbaux de contravention. A ce chapitre de son activité, l'Inspection du Travail et des Mines note qu'aucune obstruction aux visites et interventions des fonctionnaires du Service n'a été constatée au cours de l'année 1948.

Développant ensuite d'autres activités de l'Inspection du Travail et des Mines, le rapport retient tout d'abord sa collaboration avec d'autres administrations (élaboration d'avis de commodo et incommodo sur la demande du Ministère de la Justice et des administrations communales, rédaction des rap-

ports et conclusion d'enquêtes d'accidents au profit du Parquet général) et parle ensuite des réunions mensuelles du personnel technique qui permirent aux spécialistes de passer en revue les accidents qui s'étaient produits, de discuter de leurs mesures préventives, de relever les infractions constatées et d'interpréter les lois et règlements existants.

Une rubrique spéciale mentionne les textes de circulaires envoyées par l'Inspection du Travail et des Mines, notamment aux entreprises minières et métallurgiques, aux carrières, au personnel des usines chimiques de Steinfurt et à toutes les entreprises concernant la fixation du salaire social minimum.

Les salaires minima, fixés par l'arrêté grand-ducal du 14 janvier 1946 à 15,50 francs/heure pour les manœuvres et à 17,50 francs/heure pour les ouvriers qualifiés ont été en vigueur jusqu'au 14 août 1948, date à laquelle un nouveau salaire social minimum, porté à 17,50 francs/heure et s'appliquant uniquement aux ouvriers non spécialisés, fut fixé. D'une façon générale, les salaires effectivement payés dépassèrent le salaire minimum légal de 20 à 30 %.

Quant aux charges sociales, elles étaient fixées en 1948 comme suit:

Caisse de Maladie:

6 %, dont 4 % à charge de l'assuré et 2 % à charge du patron;

Assurance:

invalidité et vieillesse: 10 %, dont 5 % à charge de l'assuré et 5 % à charge du patron;

accidents: variation entre 2,50/00 et 130,36/00 à charge des employeurs;

agricole et forestière: variation entre 5,20 francs et 123,60 francs par ha. suivant la culture;

Caisses de retraite:

ouvriers mineurs et métallurgistes: 18,5 %, dont 12 % à charge du patron et 6,5 % à charge de l'assuré;

employés privés: 10 %, dont 5 % à charge du patron et 5 % à charge de l'assuré.

Traitant des conflits sociaux, portés conformément aux termes des dispositions de l'article 25 de l'arrêté grand-ducal du 6 octobre 1945 devant l'Of-

fice National de Conciliation, le rapport relève que 10 différends, dont la plupart ont eu pour objet des augmentations de salaires, de primes de production ou de la gratification annuelle, ont été portés en 1948 devant l'Office, dont 4 aboutirent à une conciliation entre employeurs et employés, 2 à une non-conciliation. Un différend fut sujet à une décision d'arbitrage obligatoire, un autre ne tomba pas sous la compétence de l'Office alors qu'un dernier n'est pas encore tranché.

Il est particulièrement réconfortant de constater que la réglementation des conditions de travail entre patrons et ouvriers par voie de contrat collectif se généralise au Grand-Duché. Le contrat collectif de la métallurgie, conclu en 1947, s'étend à 20.000 travailleurs et a pu être maintenu en 1948 avec un avenant apportant une augmentation sensible des primes à la production. Il en fut de même du contrat collectif des ouvriers mineurs qui date du mois de janvier 1948 et qui s'étend à près de 3000 salariés. Le contrat collectif du bâtiment (5000

ouvriers), celui des menuisiers et celui des carreleurs, signés en 1946, restèrent sans modification en vigueur en 1948. Le 1^{er} janvier 1949, 1000 ouvriers de l'Etat signèrent à leur tour un contrat collectif de travail.

Le rapport s'étale ensuite sur le développement industriel et économique au Grand-Duché de Luxembourg en donnant un aperçu général de l'évolution de l'industrie sidérurgique, des mines, des industries moyennes, de l'industrie du bâtiment et de l'artisanat, du commerce et de la main-d'œuvre. C'est ainsi qu'il est possible de relever que l'industrie sidérurgique et extractive, branches majeures de l'économie luxembourgeoise, se développent favorablement.

Ce chapitre est clôturé par une énumération statistique du nombre d'entreprises en activité de laquelle il résulte que le Grand-Duché compte 12.664 entreprises, grandes, moyennes et petites, qui occupèrent en 1948 46.513 ouvriers, 1587 apprentis et 2.705 ouvrières.

Nouvelles diverses

Sur l'invitation de l'Institut Belge de Londres, M. Pierre Frieden, Ministre de l'Education Nationale, a fait à Londres, le 28 avril 1949, une conférence sur le sujet: «La situation culturelle du Grand-Duché de Luxembourg et ses problèmes d'avenir.»

*

Accord culturel belgo-luxembourgeois.

La Commission mixte pour l'application de l'accord culturel belgo-luxembourgeois s'est réunie en une seconde session plénière à Luxembourg les 1^{er} et 2 avril 1949 en présence de M. le Vicomte Berryer, Ministre de Belgique à Luxembourg, et de M. Als, Ministre de Luxembourg à Bruxelles. Participaient à cette session du côté belge: M. J. Kuypers, Secrétaire général au Ministère de l'Instruction Publique; M. Jos. Bouckaert, Professeur à l'Université de Louvain; M. G. Verecken, Chef des Relations Extérieures au Ministère de l'Instruction Publique; du côté luxembourgeois: M. le Professeur J.-P. Erpelding; M. le Directeur Robert Stumper; M. le Conservateur Jos. Meyers et M. l'Attaché Mathias Thinnès. La Commission a repris l'examen du problème des équivalences des diplômes; des propositions concrètes seront soumises aux deux Gouvernements dans un délai rapproché. Passant dans le domaine des relations immédiates, il a été décidé que la Belgique participerait officiellement à une exposition de matériel didactique projeté par l'Union des Educateurs Luxembourgeois. A l'exposition des chefs-d'œuvre du Musée de Gand qui s'est ouverte à Luxembourg le 9 avril 1949, la Commission envisage de faire succéder dans le courant de la saison prochaine une exposition de

peintres luxembourgeois en Belgique et une exposition de peintres wallons au Luxembourg. Des programmes d'échanges musicaux ont été établis; en vue d'étendre les contacts entre sociétés musicales d'amateurs, il a été résolu d'encourager les échanges périodiques déjà existants dans ce domaine. La Commission a étudié les moyens d'intensifier les relations entre le personnel enseignant luxembourgeois et belge; elle s'est préoccupée également de la coordination à assurer aux efforts entrepris dans les deux pays en ce qui concerne les études de dialectologie et d'histoire régionale. Des échanges d'archives dans les régions limitrophes sont envisagés.

*

L'Administration du Musée de l'Etat avait communiqué le 20 février 1949 que les Sections d'Histoire et d'Archéologie étaient ouvertes au public depuis cette date. Le 8 avril 1949, les salles de minéralogie, géologie et paléontologie du Musée d'histoire naturelle ont été rendues accessibles aux visiteurs.

*

Un accord commercial entre l'Union Economique belgo-luxembourgeoise et l'Espagne a été signé à Madrid le 23 avril 1949.

L'accord commercial prévoit des échanges de marchandises pour un montant de 1.300 millions de francs belges en un an.

L'Espagne fournira des produits alimentaires, des produits minéraux, des produits chimiques, des cuirs et peaux, du liège et produits manufacturés en liège et des bois.

L'Union Economique belgo-luxembourgeoise fournira des animaux vivants et produits du règne

animal, des produits du règne végétal, des corps gras, des produits minéraux, des produits chimiques et pharmaceutiques, des cuirs et produits manufacturés en cuir, des bois et articles en bois, des papiers et ses applications, des produits textiles, des ouvrages en pierre, des verres et ouvrages en verre, des métaux communs et ouvrages de ces métaux, des machines et appareils ainsi que des produits coloniaux.

*

Reprenant l'usage de son droit d'émission de 1856, la Banque Internationale à Luxembourg vient d'émettre des billets de banque de 100 francs jusqu'à concurrence d'un montant fixé provisoirement à dix millions. Les nouveaux billets qui ont été fournis par une imprimerie de Bruxelles, portent au recto l'effigie de la Grande-Duchesse et au verso des allégories représentant l'agriculture et la viticulture.

*

Par instructions ministérielles du 2 resp. 23 avril 1949, les avoirs en compte bloqués ne dépassant pas 20.000 francs resp. 25.000 francs ont été rendus disponibles avec effet au 5 avril resp. 1^{er} mai 1949.

*

Dans le cadre de la Coopération Economique entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Europe (Plan Marshall), 26 ingénieurs électriciens de France, de Belgique, de Luxembourg, des Pays-Bas, d'Autriche, d'Italie, de l'Allemagne de l'Ouest, de Suisse et d'Angleterre se sont rendus aux Etats-Unis le 6 avril 1949, pour y étudier les installations de production et de distribution de l'énergie électrique. Le Luxembourg y était représenté par MM. Léon Brasseur et François Manders.

*

A la suite des élections du 10 avril 1949 à Esch-sur-Alzette, où les communistes ont enregistré un léger recul (5 sièges contre 6), le parti socialiste (6 sièges) et le parti chrétien-social (5 sièges) ont conclu un accord excluant les communistes.

Nouvelles diplomatiques

Réalisation du Pacte de Bruxelles.

Les Ministres de la Défense des Puissances signataires du Traité de Bruxelles ont tenu leur quatrième réunion le 7 avril 1949 à La Haye. Ils ont approuvé un plan de défense de l'Europe Occidentale et ils ont décidé des mesures nécessaires dans chacune des Cinq Puissances, pour rendre ce plan efficace. Les Ministres de la Défense ont également examiné et approuvé des suggestions détaillées relatives à la répartition des efforts entre les Cinq Puissances tant au point de vue effectifs qu'au point de vue production. Ils ont précisé au Comité

Le nouveau Collège échevinal se composera, par conséquent, de M. Michel Rasquin, président du parti socialiste et rédacteur en chef du journal « tageblatt » comme bourgmestre; M. J. Jacobs (P.S.C.) et M. A. Krier, député socialiste, comme échevins.

*

Statistiques démographiques.

Pendant l'année 1948 on a enregistré dans le Grand-Duché 2579 mariages, 4305 naissances vivantes, 107 enfants mort-nés et 3416 décès. Pour l'année 1947 les chiffres afférents étaient les suivants: 2616 mariages, 4292 naissances vivantes, 106 mort-nés et 3600 décès.

Si l'on compare les deux années, on constate qu'en 1948 le nombre des mariages a fléchi de 37 unités ou de 1,4 %; celui des naissances vivantes s'est accru de 13 unités ou de 0,3 %, tandis que le nombre des mort-nés est à une unité près resté stationnaire. Le nombre des décès accuse une régression de 184 unités, soit 5,1 %.

Le nombre de décès d'enfants, âgés de moins d'un an, s'élève en 1948 à 236 contre 258 en 1947, dont une diminution de 22 ou de 8,53 %. La mortalité infantile en 1948 est de 5,48 pour 100 naissances vivantes, alors qu'en 1947 elle s'élevait à 6,01. Il y a lieu de relever que l'année 1948 présente la mortalité infantile la plus basse qui ait jamais été constatée dans les statistiques démographiques du Grand-Duché.

L'accroissement naturel de la population, c'est-à-dire l'excédent des naissances sur les décès, est en 1948 de 889. En 1947, cet accroissement s'élevait à 692.

*

Au cours d'une assemblée générale extraordinaire, l'Association des Journalistes Luxembourgeois a remanié son comité. Le nouveau comité est composé comme suit: Président: M. Pierre Grégoire, rédacteur au journal « Luxemburger Wort »; Vice-président: M. Albert Hœfler, rédacteur en chef du « Letzeburger Journal »; Secrétaire: M. Raymond Vouel, rédacteur au « Journal d'Esch ».

des Chefs d'Etat-Major et au Comité Militaire d'Armement la ligne de conduite à suivre dans la réalisation d'un système de défense parfaitement amalgamé et marquant la complète solidarité des Cinq Puissances. Les Chefs d'Etat-Major des Etats-Unis et du Canada étaient représentés par des observateurs.

*

Le Grand-Duché de Luxembourg était représenté à la 2^e partie de la 3^e session de l'Assemblée Générale des Nations Unies qui s'est ouverte à Lake Success, New-York, le 5 avril 1949, par la déléga-

tion suivante: M. Hugues Le Gallais, Ministre de Luxembourg à Washington, Chef de la Délégation; M. Pierre Pescatore, Délégué et Secrétaire de la Délégation.

*

Le 21 avril 1949 s'est ouverte à Genève une Conférence diplomatique pour l'élaboration de conventions internationales pour la protection des victimes de la guerre.

Cette importante Conférence a pour tâche de reviser trois conventions actuellement en vigueur:

la Convention de Genève pour l'amélioration du sort des blessés et malades dans les armées en campagne, signée le 27 juillet 1929;

la Convention relative au traitement des prisonniers de guerre, signée à Genève le 27 juillet 1929;

la Xe Convention de La Haye de 1907 pour l'application de la Convention de Genève de 1906.

La Conférence élaborera en outre une nouvelle Convention pour la protection des personnes civiles en temps de guerre.

A cette Conférence diplomatique, où 69 pays parties aux conventions de Genève avaient été in-

vités, le Luxembourg était représenté par M. Pierre Majerus, Conseiller de Gouvernement.

*

Du 20 au 25 avril 1949 s'est tenue à Londres une conférence économique du Mouvement Européen. Comme délégués du Luxembourg étaient présents M. Jules Hayot, Directeur de la Fédération des Industriels luxembourgeois, et M. le Dr Marcel Fischbach, Rédacteur au journal « Luxemburger Wort ».

*

Une conférence internationale ayant pour objet d'examiner l'application de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce s'est ouverte à Annecy le 8 avril 1949.

Le Luxembourg y est représenté par un membre de la délégation commune des trois pays de Benelux.

*

Le 30 avril 1949, à l'occasion de l'anniversaire de naissance de S. M. la Reine Juliana des Pays-Bas et de la Fête Nationale Hollandaise, le Chargé d'Affaires a. i. des Pays-Bas à Luxembourg et Madame van der Maesen de Sombreff ont reçu à la Légation.

Nouvelles de la Cour

Le 5 avril 1949, Son Altesse Royale Madame la Grande-Duchesse a reçu en audience de congé S. Exc. M. Chevet Fouat Ketchedji, Ministre de Turquie, et lui a remis les insignes de Grand-Croix de l'Ordre grand-ducal de la Couronne de Chêne.

*

Le 12 avril 1949, Son Altesse Royale Madame la Grande-Duchesse a reçu en audience S. Exc. M. Ahmed Rasheed Bey, Ministre d'Egypte, qui Lui a remis les lettres l'accréditant auprès d'Elle à titre d'Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire.

*

Le 20 avril 1949, Son Altesse Royale Madame la Grande-Duchesse a reçu en audience de congé

S. Exc. M. Roberto Gonzalez de Mendoza y de la Torre, Ministre de Cuba.

*

Le 29 avril 1949, Son Altesse Royale Madame la Grande-Duchesse a reçu en audience de congé S. Exc. M. l'Amiral Alan G. Kirk, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire des États-Unis d'Amérique et lui a remis la Croix de Guerre et les insignes de Grand-Croix de l'Ordre grand-ducal de la Couronne de Chêne.

*

Son Altesse Royale Madame la Grande-Duchesse a conféré la Croix de Commandeur de l'Ordre de la Couronne de Chêne au Colonel belge Mampuy en reconnaissance des services que le Colonel Mampuy a rendus à la cause des Alliés avant et durant la guerre.

Le Mois à Luxembourg (mois d'avril)

1^{er} avril: Au Palais de Justice, sur l'invitation du « Jeune Barreau », M. Julien Laferrière, professeur à la Faculté de Droit de l'Université de Paris, fait une conférence sur le sujet: « Les Actes de Gouvernement. »

2 avril: Au Casino de Luxembourg, sous les auspices de la section luxembourgeoise de l'Association Internationale de Chrétiens et Juifs, et

sous la présidence de M. Pierre Frieden, Ministre de l'Education Nationale, M. le Professeur J.A. Lauwerys, de l'Université de Londres, fait une conférence intitulée: « Les Problèmes de l'Education Interculturelle. »

3 avril: A la Chambre des Métiers, l'Automobile-Club et la Fédération des Garagistes organisent, avec le concours de la Société « Caltex », une

conférence documentaire à caractère technique sur l'automobile, les lubrifiants et les carburants. Le programme comprend deux causeries sur les gisements de pétrole en Arabie et sur l'incorporation de produits chimiques, appelés additifs, dans les huiles de graissage. La soirée est illustrée par la projection de quatre films sur l'histoire de Bahrein, la fabrication de l'essence, le rendement du moteur d'automobile et la qualité de l'essence, la combustion et le cognage dans un moteur à essence.

5 avril: Un groupe de 250 pèlerins mexicains qui se sont rendus en Europe en vue d'assister aux cérémonies de couronnement de Notre-Dame de Guadeloupe à Paris visitent le Grand-Duché de Luxembourg. En leur honneur la Musique de la Garde Grand-Ducale donne un concert à la Place d'Armes. Les hôtes mexicains sont officiellement reçus à l'Hôtel de Ville par M. le Bourgmestre Emile Hamilius.

6 avril: A la Bibliothèque Nationale, sur l'invitation du Groupement des Constructeurs et Fondateurs du Grand-Duché de Luxembourg et sous les auspices de l'Association Luxembourgeoise des Ingénieurs et Industriels, M. J. Scouvement, Directeur des Fonderies B. Lebrun, Nimy-lez-Mons (Belgique), fait une conférence intitulée: « Essais de modernisation en fonderie. »

L'Association Radio-Luxembourg organise une conférence avec démonstrations pratiques sur la « Téléphonie à bord des véhicules », avec le concours de M. Procureur, ingénieur du département « Télécommunications » de la Société Philips de Bruxelles.

7 avril: Au Cercle Municipal, l'Union Royale Belge organise un grand concert comprenant trois concertos (Bach, Mendelssohn, Brahms), avec le concours du violoniste belge Arthur Grumiaux et de l'orchestre de Radio-Luxembourg sous la direction d'Henri Pensis.

8 avril: Au « Pôle-Nord », sous les auspices de la section luxembourgeoise du Bureau Universitaire de Statistiques, M. le Professeur Pol Caput, Directeur du B. U. S. de Nancy, fait une conférence sur le sujet: « Faut-il limiter le nombre des étudiants? »

9 avril: Au Musée de l'Etat, vernissage de l'exposition « Chefs-d'œuvre du Musée de Gand ».

Au Théâtre Municipal, le Théâtre Sarah Bernhardt de Paris présente « Ces Dames aux Chapeaux Verts », un prologue et trois actes d'Alb. Acrement, tiré du roman de Germaine Acrement, avec le concours du comique Armand Bernard.

Au Café du Commerce, sous le protectorat de l'Association Luxembourgeoise des Ingénieurs et

Industriels, M. Edmond Schmitz, Docteur ès sciences, Directeur scientifique de la Compagnie Financière Belge des Pétroles (Pétrofina) de Bruxelles, fait une conférence intitulée: « Le Bitume et les Momies en Thérapeutique. »

10 avril: Au Théâtre Municipal, les « Compagnons de la Scène », sous la direction du Professeur Eugène Heinen, présentent le « Chemin de Croix » d'Henri Ghéon.

11 avril: Au Palais Municipal, les « Jeunesses Musicales » organisent un concert symphonique avec le concours de la soliste M^{me} Béby Kohl-Thommes et de l'orchestre de Radio-Luxembourg sous la direction d'Henri Pensis.

19 avril: Au Casino de Luxembourg, le duo Jacques de Menasce, compositeur et pianiste, et Angel Reyes, violoniste, prête son concours au troisième concert organisé par les « Amis de la Musique ».

23 avril: Au Café du Commerce, M. Pierre Coheur, chargé de cours à l'Université de Liège et Directeur du Centre National Belge de Recherches Métallurgiques, parle à la tribune de l'Association Luxembourgeoise des Ingénieurs et Industriels sur « La question des Analyses spectrales ».

25 avril: Au Théâtre Municipal, le Grand Théâtre de Nancy présente « L'Enlèvement au Sérail », opéra de W. A. Mozart.

29 avril: Au Théâtre Municipal, le « Hémechtstheater » présente en première la Revue 1949 « Alles um Dill » d'Auguste Donnén.

Au Théâtre Municipal, les « Jeunesses Musicales » organisent un concert de musique de chambre avec le concours du pianiste René Delporte et du trio Carlo Kaufhold, Camille Beicht et René Mertzig.

30 avril: A l'occasion de l'anniversaire de naissance de S. M. la Reine Juliana des Pays-Bas et de la Fête Nationale Hollandaise, le Chargé d'Affaires a. i. des Pays-Bas à Luxembourg et Madame van der Maesen de Sombreff reçoivent à la Légation. Le lendemain, la Musique de la Garde grand-ducal donne un concert à la Place d'Armes.

A l'Arbed, sur l'invitation de l'Association Luxembourgeoise des Ingénieurs et Industriels, M. Pierre Mensier, Directeur de la Société de Constructions Electriques et Mécaniques « Alsthom », Paris, fait une conférence illustrée de projections lumineuses sur le sujet: « L'effort français d'équipement hydro-électrique. » La conférence est suivie d'un film sur la construction du barrage et de l'usine hydro-électrique du Génissiat.